

## **Front commun pour la Démocratie des jeunes de tous pays**

La Démocratie connaît dans l'État espagnol une régression alarmante depuis la mort du dictateur, en 1975. La violation des droits fondamentaux place le pays dans un contexte de retour en arrière démocratique et politique, de tendance répressive en augmentation.

L'État espagnol s'est attaqué directement au coeur de la Démocratie, principalement au pluralisme politique et à la liberté d'expression. Les droits civils individuels et collectifs les plus fondamentaux, repris dans la charte internationale des Droits de l'Homme, la convention européenne des Droits Humains et dans la propre constitution espagnole ont été remis en cause. Ce sont les droits de manifestation, réunion, liberté d'expression, association et participation à la vie publique. L'action de l'État a été répressive, aussi bien par la violence disproportionnée des corps de police que par la judiciarisation d'actes politiques non violents ; et par la condamnation d'artistes, penseurs et autres personnes pacifiques. De même, lors des procès judiciaires, des Droits fondamentaux ont été violés, tels que le droit à un jugement équitable, le droit à la défense et à la présomption d'innocence, et les principes de légalité et de proportionnalité n'ont pas été respectés, ceci affectant directement la dignité des personnes et attaquant gravement la Justice en tant que valeur universelle.

Le gouvernement espagnol a tenu à faire d'un conflit politique une cause judiciaire qui rend la Catalogne un laboratoire permettant de poursuivre dans tout l'État ceux qui remettent en cause le statu quo. En Catalogne et en Espagne sont mis en péril les fondements sur lesquels devrait se construire toute société démocratiquement juste. C'est pourquoi, tous ceux qui les défendons nous sentons interpellés par delà les frontières, quelle que soit notre préférence politique. Ainsi, devant la répression de l'État espagnol et l'absence de réaction de l'Union européenne, nous faisons front commun avec la jeunesse catalane.

La solidarité est indispensable dans la construction de modèles de société démocratiques. Nous croyons fermement que ce sont les citoyens qui ont la force et le pouvoir de décider dans quelle société ils veulent vivre. Et, à l'heure actuelle, les jeunes organisés doivent être le moteur du changement et de la transformation vers un monde plus juste et démocratique. L'attitude que nous aurons eue aujourd'hui en tant que jeunes marquera les sociétés dans lesquelles nous vivrons demain.

Ainsi, l'opposition se jouant actuellement en Catalogne étant 'OUI ou NON a la Démocratie', nous, jeunes de toutes provenances, nous nous situons du côté de la Démocratie et de la défense des droits et des libertés fondamentales.

Et pour tout cela :

- Devant l'extrême gravité de la répression politique et judiciaire de l'État espagnol contre le peuple de Catalogne, contre ses institutions et contre ses représentants politiques et sociaux ;
- Face à l'arbitraire de l'appareil judiciaire espagnol, qui emprisonne l'adversaire politique et oblige à l'exil d'autres militants et représentants des forces politiques et sociales indépendantistes ;
- Contre la fiction créée par le juge instructeur de la Cour suprême, Pablo Llarena, qui relate des ordonnances intéressées de manière à criminaliser des actions non violentes ;

La jeunesse organisée et engagée avec les valeurs démocratiques du pluralisme politique, la lutte non violente contre l'oppression et le progrès social :

- 1) Nous exigeons la mise en liberté immédiate des prisonnières et des prisonniers politiques catalans et le libre retour des représentants et représentantes institutionnels et des militants qui sont à l'exil, ainsi que de toutes les autres personnes poursuivies par l'État espagnol.
- 2) Nous exprimons notre soutien chaleureux à toutes les personnes ayant souffert personnellement des actes répressifs de l'État espagnol : représentants élus, artistes, philosophes, personnes de la société civile organisée ou simples particuliers, qui ont été réprimées avec violence policière, dénoncées, détenues et/ou emprisonnées injustement pour des raisons politiques ou qui ont dû s'exiler.
- 3) Nous demandons instamment aux autorités des divers pays européens de reconnaître et de montrer activement leur désaccord avec la situation de persécution judiciaire, aussi bien de dirigeants politiques que d'artistes ou des citoyens, qui est en train d'être vécue dans l'État espagnol.
- 4) Nous reconnaissons la pleine souveraineté du peuple catalan et son droit à pouvoir décider démocratiquement de son futur comme peuple.
- 5) Nous reconnaissons la légitimité du gouvernement de la 'Generalitat de Catalunya', qui ne peut être choisi que par le Parlement catalan, issu de la volonté populaire, et qui a été révoqué illégalement et hors de la légalité par le gouvernement espagnol au moyen de l'article 155 de la Constitution espagnole de 1978.
- 6) Nous dénonçons que, passées les élections du 21 décembre 2017 au Parlement catalan, l'activité parlementaire de ses représentants élus a été entravée, ce qui fait évidente la vulnération des droits politiques des députés et députées, en même temps que de l'ensemble des citoyens (droit actif et passif).
- 7) Nous dénonçons l'impunité dont profitent les groupes fascistes d'extrême droite agissant violemment dans la rue, alors qu'on réprime, on judiciaire et on punit les voix critiques qui s'opposent pacifiquement aux abus de pouvoir.
- 8) Nous réclamons qu'une enquête soit ouverte et que les responsabilités soient épurées pour la répression policière du 1<sup>er</sup> octobre 2017 en Catalogne contre les citoyens sans défense, qui ne voulaient qu'exercer pacifiquement leur droit de vote.
- 9) Nous nous engageons à collaborer à un réseau d'observateurs permanents qui veille à la défense des Droits de l'Homme des personnes emprisonnées ou mises en cause, et pour que la liberté, la démocratie et la souveraineté du peuple et des institutions catalanes deviennent, très vite, une réalité en Catalogne et dans l'État espagnol.

Nous, jeunes organisés de toute provenance, nous nous solidarisons avec la lutte pour la Démocratie, les droits et les libertés qui est en train d'avoir lieu en Catalogne et faisons nôtre leur cri contre la régression démocratique de l'État espagnol.

**Janvier, 2019**